

pays; je veux donc cet après-midi vous entretenir d'une autre crise aux conséquences peut-être plus lointaines, plus enracinée, plus difficile à guérir et plus importante pour tous les Canadiens que la crise du logement: la crise du blé dans les Prairies. Ce problème est peut-être minimisé parce que rares sont les députés qui ne représentent pas les Prairies, qui en font état. Voilà pourquoi j'ai pensé qu'il serait utile cet après-midi qu'un citoyen n'habitant pas les Prairies expose la situation à la Chambre des communes, en des termes peut-être peu familiers aux agriculteurs des Prairies mais que des citoyens, comme moi, pourront comprendre.

La *Free Press* de Winnipeg, dans une réimpression récente des pages d'actualité et éditoriales, situe la crise en ces termes:

Quels sont les problèmes majeurs qui assaillent le cultivateur? D'abord, un coût de la vie et des frais d'exploitation formidables. Les prix de bien des denrées nécessaires à son exploitation sont haussés artificiellement par le système de protection dont le gouvernement est l'artisan. D'autre part, les produits agricoles d'exportation doivent être vendus à des pays comme le Japon, où la demande est limitée parce que le gouvernement canadien se refuse à abolir les obstacles imposés aux importations de ces pays. Plus précisément, cependant, le gouvernement contrôle la mise en marché par l'entremise de la Commission du blé. Les organismes agricoles n'ont pas le loisir de vendre leurs denrées sans passer par elle. La Commission n'est tout simplement pas à la hauteur de la tâche, facilitée pendant des années par d'énormes contrats passés avec des organismes étatisés chinois et soviétiques.

Derrière elle se trouve le gouvernement. Ayant redécouvert l'Orient, M. Alvin Hamilton a encouragé les cultivateurs à intensifier leur production en leur prêchant la doctrine d'une demande illimitée. Ses successeurs libéraux ont suivi la même voie et la production agricole a atteint un niveau insurpassé, qui s'est soldée par un excédent également insurpassé.

Telle est l'ampleur de l'engorgement dont le trop-plein paralyse actuellement le système de transport et d'entreposage de grain au Canada. Je vais vous expliquer cela en chiffres que mes collègues citoyens pourront comprendre.

Le 31 juillet 1968, c'est-à-dire il y a environ un an, nous avions un report de 665 millions de boisseaux, soit des stocks en main de 665 millions de boisseaux avant l'arrivée sur le marché de la nouvelle récolte, c'est-à-dire une quantité de blé invendu égale à la récolte d'une année entière, avec la perspective d'une nouvelle récolte. Nous avons ajouté à cela les 635 millions de boisseaux de la récolte de 1968-1969, soit un total astronomique de 1,300 millions de boisseaux.

M. Forrestall: Pourquoi ne l'avez-vous pas vendu?

M. Deachman: Le député qui vient de la côte est pourra peut-être comprendre un problème de l'Ouest canadien s'il veut bien écou-

ter les explications d'un citoyen. Il écoute depuis trop longtemps les discours de ses amis des Prairies.

Compte tenu de la consommation au pays et des exportations, nous accuserons le 1^{er} août de cette année un excédent de 790 millions de boisseaux. A cela viendra s'ajouter la récolte de cette année et si les ventes traînent en longueur et que la récolte est bonne, nous pourrions très bien nous trouver à la fin de la campagne agricole avec près d'un milliard de boisseaux de blé sur les bras.

Cela correspond à un rapport de 2 milliards de dollars de blé invendu. Il faudrait 10 ans à une flotte de 4,000 navires céréaliers moyens pour sortir une telle quantité de blé du port de Vancouver, compte tenu des installations existantes et des dimensions des navires qui y entrent et en sortent actuellement. S'agit-il d'une crise? Je vous le demande. Comme le disait la *Free Press* de Winnipeg:

Il est clair que le pays en est à la dernière étape de ce que l'on ne peut que qualifier d'année désastreuse, du point de vue des producteurs de blé.

Il ne nous faut guère d'imagination pour nous rendre compte que le bien-être de chacun dans l'Ouest, depuis Vancouver jusqu'à la tête des Lacs, se ressentira gravement de cette crise et, en fait, en souffre déjà.

Les prévisions des gouvernements passés et celles du gouvernement actuel ont sans doute été inexactes en ce qui concerne la demande de blé, mais celles des cultivateurs de l'Ouest l'ont été tout autant quant à la demande de bœuf qui est vendu librement sur le marché nord-américain alors que le blé est vendu par l'intermédiaire de la Commission du blé. Les prix ont soudain monté en flèche laissant le cultivateur de l'Ouest sans bovins d'embouche pour satisfaire la demande ou pour en profiter. Nous avons donc aujourd'hui dans l'Ouest, bien plus de blé que nous ne pourrions probablement en écouler, une réserve estimée à 2 milliards de dollars. Nous voyons le prix du bœuf atteindre des proportions astronomiques mais nous sommes incapables de nourrir le bétail et d'alimenter le marché.

Pour redonner confiance au producteur de l'Ouest, j'espère que nous entendrons bientôt parler de programmes d'ensemble à court terme destinés à redresser le déséquilibre actuel de la production agricole. Pour les programmes à plus long terme, peut-être serait-il souhaitable d'instituer une commission royale pour enquêter sur l'agriculture de l'Ouest et sur les services, tels que la Commission du blé et les moyens de transport, mis à sa disposition. Nous avons déjà eu de semblables enquêtes dans le passé et elles ont beaucoup fait pour déterminer notre attitude à l'égard de l'agriculture de l'Ouest et de la situation économique des transports.